

Publications périodiques

Comptes annuels

HSBC LEASING (FRANCE)

Société de Financement
Société anonyme au capital de 168 527 700 euros
Siège social : 39 rue de Bassano - 75008 Paris
SIREN 414 885 202 RCS Paris

Exercice social du 1-1-2017 au 31-12-2017

Comptes approuvés par l'Assemblée Générale Mixte du 17 mai 2018.

I. — Bilan 2017.

(En milliers d'euros)

Actif	Notes	31/12/2017	31/12/2016
Caisse, banques centrales, CCP		0	0
Effets Publics et Valeurs assimilées		0	0
Créances sur les établissements de crédit	2 & 3	43 063	2 203
Opérations avec la Clientèle	2, 3 & 7	18 576	21 653
Obligations et Autres Titres à revenu fixe		0	0
Actions et Autres Titres à revenu variable		0	0
Participations et Autres Titres détenus à long terme		0	0
Parts dans les Entreprises liées	10 & 11	1 392 265	1 589 968
Crédit-bail et location avec option d'achat	4, 5 & 8	0	0
Location simple	4, 5 & 8	0	0
Immobilisations incorporelles		0	0
Immobilisations corporelles		0	0
Capital souscrit non versé		0	0
Actions propres		0	0
Autres actifs	2, 3 & 6	28 021	47 460
Comptes de Régularisation	6	16 262	60 694
Total de l'actif		1 498 187	1 721 979

Passif	Notes	31/12/2017	31/12/2016
Banques centrales, CCP		0	0
Dettes envers les établissements de crédit	2, 3 & 13	417 391	517 031
Opérations avec la Clientèle	2 & 3	792 414	969 816
Dettes représentées par un titre		0	0
Autres passifs	2, 3 & 6	100	272
Comptes de Régularisation	6	4 071	4 941
Provisions	7	0	0
Dettes subordonnées		0	0
Fonds pour Risques Bancaires Généraux		0	0
Capitaux propres hors FRBG (+/-)	9	284 211	229 919
Dont résultat de l'exercice		88 279	34 113
Total du passif		1 498 187	1 721 979

Hors-bilan (En milliers d'euros)	2017	2016
Engagements donnés		
Engagements de financement	0	0
Engagements de garantie	0	0
Engagements sur titres	0	0
Engagements reçus		
Engagements de financement	98 977	150 000
Engagements de garantie	0	0
Engagements sur titres	0	0

— Autres informations relatives au hors bilan :

(En milliers d'euros)	2017	2016
Engagements sur instruments financiers à terme		
Achats à terme de devises (opérations de couverture)		
Reçu (11 073 KUSD)	9 233	46 006
Donné	-7 682	-34 070
Cross currency swaps (opérations de couverture)		
Reçu (157 890 KUSD)	131 651	277 970
Donné	-111 632	-208 492
Cross currency swaps (opérations de couverture)		
Reçu	448 623	380 794
Donné (-562 932 KUSD)	-469 384	-469 622

II. — Compte de résultat 2017.

(En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Intérêts et produits assimilés	7 902	11 079
Sur opérations avec les établissements de crédit	0	
Sur opérations avec la clientèle	5	
Sur opérations de swaps	7 898	
Intérêts et charges assimilées	-27 254	-34 253
Sur opérations avec les établissements de crédit	-10 261	
Sur Commissions	-785	
Sur opérations avec la clientèle	-607	
Sur opérations de swaps	-15 601	
Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées	22 356	31 344
Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées	-80 054	-121 762
Revenus des titres à revenu variable	58 734	9 753
Dont dividendes et produits assimilés	58 734	
Commissions (Produits)	0	0
Commissions (Charges)	0	0
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	21 687	-1 859
Gains ou pertes de change	21 687	
Gains ou pertes sur opérations de portefeuilles de placement et assimilés		
Autres produits d'exploitation bancaire	75	98
Autres charges d'exploitation bancaire	0	0
Produit net bancaire	3 447	-105 601
Charges générales d'exploitation	-85	-473
Autres frais administratifs	175	
Autres charges externes	-260	
Dont honoraires CAC :	-47	
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	0	0
immobilisations incorporelles et corporelles	0	0
Résultat brut d'exploitation	3 362	-106 073
Coût du risque	-653	-653
Résultat d'exploitation	2 709	-106 726
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	61 797	100 997
Résultat courant avant impôts	64 506	-5 729
Résultat exceptionnel	0	0
Impôt sur les bénéfices	23 773	39 842
Dotation / Reprise de FRBG et provisions règlementées	0	0
Résultat net de l'exercice	88 279	34 113

— Évolution du capital en actions :

Postes	Nombre de titres				
	A l'ouverture de l'exercice	Créés pendant l'exercice	Remboursés pendant l'exercice	A la clôture de l'exercice	Valeur nominale
Actions ordinaires	17 610 000			17 610 000	9,57
Actions amorties				0	
Actions à dividendes prioritaires sans droit de vote				0	
Actions préférentielles				0	
Parts sociales				0	
Certificats d'investissement				0	

Variations des capitaux propres.

Postes	2016			2017
	Montant	Augmentations	Diminutions	Montant
Capital souscrit	168 527 700			168 527 700
Réserves	3 168 914	1 705 669	0	4 874 583
Report à nouveau	24 108 861	32 407 712	33 987 300	22 529 273
Résultat de l'exercice	34 113 381	88 279 414	34 113 381	88 279 414
Provisions réglementées				0
Montant des capitaux propres au 31 décembre	229 918 856	122 392 795	68 100 681	284 210 970

III. — Annexe aux comptes sociaux.

Note 1. — Principes, règles et méthodes comptables.

1.1. Rappel des principes. — Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité d'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les comptes annuels et leurs annexes sont établis et présentés conformément au règlement 2014.02 de l'Autorité des Normes Comptables et aux principes comptables généralement admis en France et applicables aux sociétés de financement.

Afin de mieux apprécier la situation et les résultats de la société, il est nécessaire de compléter cette présentation issue de la comptabilité sociale par les éléments particuliers de la comptabilité financière tenue par les sociétés pratiquant des opérations de crédit-bail ou de location longue durée.

1.2. Modes et méthodes appliqués aux différents postes du bilan et du compte de résultat :

1.2.1. Méthode de comptabilité financière. — Le résultat financier des opérations de crédit-bail est calculé après amortissement financier, ce dernier étant égal à la part du loyer HT affectée à l'amortissement du montant initial financé, après rémunération à un taux de placement déterminé du capital restant dû.

Les loyers sont perçus à terme échu et la méthode retenue pour calculer l'amortissement financier est celle dite « Intérêts à Terme Echu – Valeur résiduelle incluse ».

En comptabilité financière, les intérêts sont enregistrés à leur date d'exigibilité prorata temporis.

Le résultat financier dégagé en liaison avec les opérations de location financement peut être différent du bénéfice social, ceci étant essentiellement dû à la différence entre les amortissements financiers et les amortissements fiscaux pratiqués.

Cette différence, lorsqu'elle est excédentaire, permet de constituer une réserve non apparente qualifiée de « réserve latente », essentiellement constituée par la différence entre l'encours financier et la valeur nette comptable des mêmes biens donnés en location.

Dans les cas où la valeur nette comptable des biens loués est supérieure à l'encours financier (réserve latente « négative »), une provision pour risques du montant de la différence est comptabilisée dans les comptes sociaux.

Il n'y a pas de réserve latente au 31 décembre 2017.

1.2.2. Méthode de comptabilité sociale :

— Transactions entre Parties liées et opérations non inscrites au bilan

HSBC Leasing (France) applique, à compter du 1^{er} janvier 2014, le règlement n° 2014-07 du 26 novembre 2014, relatif aux transactions entre parties liées et aux opérations non inscrites au bilan. L'application de ce nouveau règlement ne concerne pas HSBC Leasing (France) sur la période.

— Commissions et frais liés à l'octroi ou à l'acquisition d'un concours. — Le Règlement CRC n°2014-07 relatif au traitement comptable des commissions et frais liés à l'octroi ou à l'acquisition d'un concours s'applique depuis le 1^{er} janvier 2014. Les commissions et coûts relevant du périmètre d'application du règlement doivent désormais faire l'objet d'un étalement sur la durée de vie effective du crédit.

— Les sociétés pratiquant des opérations de crédit-bail ou de location de longue durée pouvaient amortir les matériels qu'elles donnent en location conformément aux dispositions légales et réglementaires, c'est-à-dire qu'elles pouvaient pratiquer des amortissements comptables de type dégressif, linéaire ou dérogatoire, indépendamment de la durée des contrats de location. Elles pouvaient également opter fiscalement pour l'amortissement financier.

Le mode d'amortissement des matériels donnés en location n'avait en effet pas été modifié au titre de l'exercice 2005 en dépit de l'entrée en application en France du règlement CRC 2002-10 : un communiqué du Conseil National de la Comptabilité (CNC) en date du 6 décembre 2005 en avait en effet repoussé l'application pour les entreprises pratiquant la location financement, en raison des difficultés pratiques de mise en œuvre pour ce type d'entreprises, et ce dans l'attente des conclusions d'un groupe de travail mis en place entre le CNC et la Direction de la Législation Fiscale (DLF).

Le Comité d'Urgence du CNC a finalement émis le 4 octobre 2006 un avis précisant les traitements comptables en matière d'amortissement applicables notamment aux établissements financiers pour leurs biens donnés en location financement.

Cet Avis a précisé les éléments suivants :

a) Durée et mode d'amortissement : Les biens donnés en location financement sont amortissables selon le mode linéaire sur leur durée d'utilisation, par référence aux articles 39 B et 39 C du Code Général des Impôts (CGI) : la durée de référence n'est donc pas en principe la durée du contrat. Certaines entreprises (les établissements financiers principalement) peuvent toutefois utiliser un mode d'amortissement financier à condition qu'elles aient opté fiscalement pour ce mode d'amortissement.

Les entreprises conservent la possibilité de pratiquer les amortissements exceptionnels ou dégressifs autorisés par la législation fiscale, mais l'excédent de ces amortissements sur l'amortissement économique devra être systématiquement porté dans un compte d'amortissement dérogatoire au passif du bilan.

b) Composants : L'Avis a précisé que les sociétés bailleuses n'ont pas à procéder à une ventilation par composants des biens loués si elles ne sont pas responsables des remplacements des éléments composant ces biens.

L'application de cet Avis n'a eu aucune incidence sur les états financiers de HSBC LEASING (FRANCE) en 2017 car les méthodes utilisées par les entités absorbées par HSBC LEASING (FRANCE) avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2017 étaient déjà conformes à cet Avis. En effet, pour tous les dossiers en portefeuille, l'amortissement économique comptabilisé correspondait à l'amortissement linéaire sur une durée d'utilisation qui correspondait également à la durée fiscale autorisée.

La ventilation par composant n'était pas applicable aux biens loués par les entités absorbées par la société, qui n'avaient aucune responsabilité quant à l'entretien, la maintenance ou le remplacement de composants de ces biens pendant la période de location.

La méthode utilisée en 2017 pour le calcul des dotations aux amortissements par les entités absorbées jusqu'à la date de levée d'option par le locataire était l'amortissement linéaire sur 13 ans.

1.2.3. Le portefeuille de titres : La société applique le CRC 2005-01 relatif à la comptabilisation des opérations sur titres.

— La rubrique "titres de participation" regroupe les titres détenus de façon durable. Les titres de participation ont été comptabilisés à la date de leur acquisition pour leur prix d'acquisition, frais exclus, et sont évalués, à la date de clôture de l'exercice, individuellement au plus bas de leur prix de revient ou de leur valeur d'utilité fondée notamment sur une perspective de rentabilité des activités des sociétés concernées.

— Les titres de participation en devises financés en euros sont présentés au cours historique, l'écart d'évaluation résultant de la conversion au cours de clôture de l'exercice ne participant pas au résultat de change de la période.

— Les parts dans les entreprises liées ont été comptabilisées à la date de leur acquisition pour leur prix d'acquisition, frais exclus, et sont évaluées, à la date de clôture de l'exercice, selon la situation nette et les perspectives de rentabilité des sociétés concernées.

1.2.4. Emprunts couverts par des contrats d'échange de devises à terme : Dans le cadre des opérations de location financement avec CHINA EASTERN AIRLINES, la société a conclu en 2006 avec chacune des quatre sociétés concernées un contrat d'échange de devises à terme. Ces contrats couvrent du côté des sociétés la majeure partie des loyers. Du côté de HSBC LEASING (FRANCE), ces contrats couvrent le remboursement en principal d'une partie des emprunts WEST LB et ICBC ainsi que les intérêts y afférents.

Compte tenu de cette couverture, le gain latent à la clôture de l'exercice sur la partie couverte des emprunts en dollars souscrits par HSBC LEASING (FRANCE) n'est pas comptabilisé au compte de résultat mais est conservé au bilan dans un compte de régularisation passif. La reprise de ce compte au compte de résultat est étalée sur toute la durée de l'opération et se fait à chaque échéance mensuelle d'emprunt, en fonction des cours forward, ce qui traduit la nature de « report » de ce gain latent.

1.2.5. Emprunts couverts par des contrats de cross currency swap.

a) Opérations AIR CHINA et CHINA EASTERN AIRLINES 2008 : Dans le cadre des opérations de location financement avec AIR CHINA et CHINA EASTERN AIRLINES, HSBC LEASING (FRANCE) a conclu en 2008 avec chacune des dix sociétés concernées des contrats de « cross currency swap ». Ces contrats couvrent du côté des sociétés les intérêts et les remboursements en principal des dépôts de garantie versés par les compagnies aériennes, ainsi que la majeure partie des loyers. Du côté de HSBC LEASING (FRANCE), ces contrats couvrent le remboursement en principal des emprunts ainsi qu'une partie des intérêts.

Compte tenu de cette couverture, l'écart latent à la clôture de l'exercice sur les emprunts en dollars souscrits par HSBC LEASING (FRANCE) n'est pas comptabilisé au compte de résultat puisqu'il a pour contrepartie un écart inverse sur les contrats de cross currency swap.

Sur ces onze opérations, six sont arrivées à terme de manière échelonnée en 2017 et les emprunts y afférents ont été remboursés.

b) Opérations AIR CHINA 2009 : Deux nouvelles opérations de location financement avec AIR CHINA ont été conclues au cours de l'exercice 2009. Leur traitement comptable est le même que celui décrit au a) ci-dessus.

c) Opérations AIR CHINA 2011 : Six nouvelles opérations de location financement avec AIR CHINA ont été conclues au cours de l'exercice 2011. Leur traitement comptable est le même que celui décrit au a) ci-dessus.

Suivant mention en « Faits caractéristiques », le 07 février 2014 a été mis en place le dispositif pour la société et ses filiales, réglementation ayant pour objectif la réduction du risque lié aux produits dérivés de gré à gré.

D'un point de vue opérationnel, HSBC France a été interposé pour les dérivés mis en place entre la Société et ses filiales, (de manière à ce que ces dérivés soient correctement appréhendés dans les systèmes opérants de HSBC France).

D'un point de vue juridique, la Société et ses filiales ont cédé, en date du 6 janvier 2014, les Conventions cadre FBF et les transactions réalisées en vertu de celles-ci à HSBC France.

1.2.6. Titres de participation couverts par un contrat de cross currency swap : Dans le cadre d'opérations de location financement d'avions aux EMIRATS ARABES UNIS, HSBC LEASING (FRANCE) a conclu avec HSBC France un contrat de « cross currency swap » couvrant le remboursement en principal de l'augmentation de sa participation en dollars au capital de la filiale HSBC MIDDLE EAST LEASING PARTNERSHIP (augmentation de capital de 144 160 KUSD intervenue en décembre 2008).

Dans le cadre d'opérations similaires, HSBC LEASING (FRANCE) a conclu en 2014 avec HSBC France un nouveau contrat de « cross currency swap » couvrant le remboursement en principal de l'augmentation de sa participation en dollars au capital de la filiale HSBC MIDDLE EAST LEASING PARTNERSHIP (augmentation de capital de 124 100 KUSD intervenue en janvier 2014).

Dans le cadre d'opérations similaires, HSBC LEASING (FRANCE) a conclu en 2015 avec HSBC France un nouveau contrat de « cross currency swap » couvrant le remboursement en principal de l'augmentation de sa participation en dollars au capital de la filiale HSBC MIDDLE EAST LEASING PARTNERSHIP (augmentation de capital de 150 450 KUSD intervenue en octobre 2015).

Dans le cadre d'opérations similaires, HSBC LEASING (FRANCE) a conclu en 2017 avec HSBC France deux nouveaux contrats de « cross currency swap » couvrant le remboursement en principal de l'augmentation de sa participation en dollars au capital de la filiale HSBC MIDDLE EAST LEASING PARTNERSHIP (augmentation de capital de 28 050 KUSD intervenue en mars 2017 et augmentation de capital de 72 250 KUSD intervenue en juin 2017).

1.2.7. Impôt sur les sociétés :

a) Intégration fiscale : Suite à la détention à plus de 95% du CCF par HSBC au cours de l'année 2000, un nouveau groupe fiscal a été créé à compter du 1^{er} janvier 2001.

HSBC LEASING (FRANCE) a accepté d'intégrer ses résultats fiscaux avec ceux de la société HSBC BANK PLC PARIS BRANCH, société tête de groupe. Une convention d'intégration fiscale a été signée entre les deux sociétés, applicable à compter de l'exercice clos le 31 décembre 2001.

Conformément aux clauses de cette convention, une rétrocession d'impôt sur les sociétés et de contributions additionnelles de HSBC BANK PLC PARIS BRANCH est comptabilisée à raison du déficit fiscal réalisé par HSBC LEASING (FRANCE).

Une rétrocession d'impôt a été comptabilisée au 31 décembre 2017 au titre du déficit fiscal 2016 pour un montant total de K€ 24 602.

b) Méthode de l'impôt exigible : HSBC LEASING (FRANCE) a choisi d'appliquer la méthode de l'impôt exigible. Dans cette méthode, la charge d'impôt de l'exercice est le montant dû, sans comptabilisation des impôts différés liés aux différences temporaires.

1.2.8. Note sur le hors bilan :

Contrats avec des entités de location financement : HSBC LEASING (FRANCE) avait acquis en 2008, 2009 et 2011 la totalité du capital de sociétés par actions simplifiées dont l'objet est la location financement d'aéronefs à des compagnies aériennes chinoises. HSBC LEASING (FRANCE) se finance dans le cadre de ces opérations par des emprunts en dollars alors que ces entités perçoivent des loyers également en dollars : HSBC LEASING (FRANCE) a donc conclu avec ces sociétés des contrats d'échanges de devises à terme ou des contrats de « cross currency swap » de manière à couvrir une partie de ses engagements en dollars (NB : les titres de ces sociétés avaient été apportés en 2011 à une holding mais ceci n'a pas eu d'incidence sur les contrats).

Par ailleurs, dans le cadre d'opérations de location financement d'avions aux EMIRATS ARABES UNIS, HSBC LEASING (FRANCE) a conclu en 2008, 2015 et 2017 avec HSBC FRANCE des contrats de « cross currency swap » couvrant le remboursement en principal de l'augmentation de sa participation en dollars au capital de la filiale HSBC MIDDLE EAST LEASING PARTNERSHIP (augmentation de capital de 144 160 KUSD intervenue en décembre 2008, augmentation de capital de 124 100 KUSD intervenue en janvier 2014, augmentation de capital de 150 450 KUSD intervenue en octobre 2015, augmentation de capital de 28 050 KUSD intervenue en mars 2017 et augmentation de capital de 72 250 KUSD intervenue en juin 2017).

Au 31 décembre 2017, HSBC LEASING (FRANCE) est engagée à acquérir au titre du principal des « cross currency swaps » un total de KUSD 157 890 contre K€ 111 632 (opérations « AIR CHINA » 2008, 2009 et 2011, « CHINA SOUTHERN AIRLINES » et CHINA EASTERN AIRLINES » 2008), et à céder un total de KUSD 562 932 contre K€ 448 623 (opérations « AIR CHINA »), et « HSBC MIDDLE EAST LEASING PARTNERSHIP »).

Au titre des contrats d'échanges à terme de devises (opérations « CHINA EASTERN AIRLINES » 2006), HSBC LEASING (FRANCE) est engagée à acquérir un total de KUSD 11 073 contre K€ 7 682.

1.2.9. Informations sur les comptes en devises : La société détient un compte bancaire en dollars auprès de HSBC FRANCE, en raison du lancement d'opérations en dollars à partir de l'exercice 2006.

La société a également souscrit en 2007, 2008 et 2009 des emprunts en dollars et a acquis une participation en dollars dans HSBC MIDDLE EAST LEASING PARTNERSHIP, participation financée en euros.

1.2.10. Évaluation des créances et des dettes :

Les créances et les dettes sur la clientèle et sur les établissements de crédit sont évaluées au coût historique. Une dépréciation est comptabilisée à la clôture de l'exercice lorsqu'une perte de valeur est constatée.

Les créances et les dettes en monnaie étrangère sont converties à leur contre-valeur en euros à la date de clôture de l'exercice et les pertes ou les gains résultant de cette conversion sont comptabilisés en compte de résultat, à l'exception de celles faisant l'objet des contrats de couverture.

Au 31 décembre 2017, des dépréciations pour un total de K€ 6 654 sont comptabilisées au titre des créances rattachées sur les filiales SNCB M6 2007-A, SNCB M6 2007-B et SNCB M6 2008-A qui s'élèvent à K€ 7 302, K€ 5 571 et K€ 4 750 respectivement. Ces dépréciations se justifient par l'abandon probable de ces créances la dernière année des opérations de location portées par ces trois entités. Elles sont évaluées de manière à répartir la charge sur la durée de ces opérations de location.

1.2.11. Évaluation des commissions : Les commissions perçues ou payées sont comptabilisées quand elles sont acquises ou dues.

Les commissions payées lors de la mise en place en 2008 et 2011 des financements des opérations AIR CHINA et CHINA EASTERN AIRLINES ont été réparties sur la durée des opérations, leur reprise en résultat se faisant au rythme de l'amortissement des emprunts y afférents.

Au 31 décembre 2017, le montant des charges à répartir figurant à ce titre au bilan est de K€ 690 et la charge comptabilisée en 2017 s'élève à K€ 701.

1.2.12. Comptes consolidés : La société est incluse dans le périmètre de consolidation de la société HSBC France et est à ce titre exemptée d'établir et de publier des comptes consolidés.

2. — Faits caractéristiques de l'exercice.

a). La société a procédé avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2017, à la fusion absorption de six de ses filiales (entités « CHANG JIANG » et « ZHU JIANG »), dégageant un boni de fusion de K€ 27 951.

Compte tenu de la rétroactivité comptable et fiscale de ces opérations au 1^{er} janvier 2017, la totalité des opérations réalisées par les sociétés absorbées en 2017 ont été réputées réalisées par HSBC LEASING (FRANCE), qui a donc notamment enregistré les produits de location des aéronefs, les dotations aux amortissements et les moins-values de cession des actifs.

b). La filiale ASSET LEASING KG a procédé, en date du 26 janvier 2017, à une réduction de son capital. HSBC Leasing (France) a reçu, à ce titre, une somme de 37 497 750,00 €.

3. — Les résultats 2017.

Le « Produit net bancaire » se traduit par un gain de K€ 3 447 pour l'exercice 2017 contre une perte de K€ 105 601 en 2016. Il est essentiellement constitué :

Produits :

- des intérêts créditeurs sur placements pour K€ 5 ;
- des produits sur opérations de location financement de K€ 22 356 pour les opérations « ZHU JIANG » ;
- des revenus issus des participations dans HSBC MIDDLE EAST LEASING PARTNERSHIP, pour K€ 17 047, et ASSET LEASING KG, pour K€ 13 736 ;
- du boni de fusion dégagé lors de la fusion absorption des entités « CHANG JIANG » et « ZHU JIANG » pour K€ 27 951 ;
- des gains de change nets pour K€ 21 687.

Charges :

- des intérêts et charges assimilées pour K€ 11 653 ;
- des charges nettes de cross currency swaps sur opérations AIR CHINA, CHINA EASTERN AIRLINES et DUBAI Partnership pour K€ 7 703 ;
- des amortissements sur les biens loués en location financière par les sociétés absorbées pour K€ 12 562, plus la valeur nette des biens cédés pour K€ 67 492 ;

La dotation aux provisions pour pertes sur créances « SNCB M6 » pour K€ 653.

Les gains sur actifs immobilisés s'élèvent à K€ 61 797 pour l'exercice 2017 et sont constituées des reprises de provisions pour risque compensant les pertes constatées lors de la levée d'option des locataires des opérations « ZHU JIANG ».

Les autres charges d'exploitation s'élèvent à K€ 85 pour l'exercice 2017 contre K€ 473 pour l'exercice précédent.

Elles comprennent essentiellement au 31 décembre 2017 :

- les impôts et taxes créditeurs de K€ 175 suite à une extourne de provision de CVAE non utilisée ;
- les charges externes diverses (K€ 260) comprenant principalement des frais juridiques, de comptabilité et de commissariat aux comptes.

Compte tenu d'un produit d'impôt de K€ 24 602 (rétrocession par le groupe fiscal) et d'une charge d'impôt de K€ 829 (liée à la fin de l'opération ASSET LEASING KG), le résultat de l'exercice 2017 est un bénéfice de K€ 88 279, contre un bénéfice de K€ 34 113 au titre de l'exercice 2016.

4. — Bilan de l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Le total du bilan de HSBC LEASING (FRANCE) s'établit au 31 décembre 2017 à K€ 1 498 187 contre K€ 1 721 979 au 31 décembre 2016.

Actif. — Les créances sur les établissements de crédit s'élèvent à K€ 43 063 contre K€ 2 203 à fin 2016 et représentent des comptes courants.

Le poste « Parts dans les entreprises liées » de K€ 1 392 265 comprend principalement pour K€ 788 746 la participation de 100% dans les sociétés de location d'aéronefs, pour K€ 178 758 la participation dans la « Partnership » de Hong Kong BEAUSOLEIL, pour K€ 823 la participation dans la « Partnership » allemande, pour K€ 111 les participations dans les sociétés « SNCB M6 », et pour K€ 423 790 la participation dans HSBC MIDDLE EAST LEASING PARTNERSHIP.

Le poste « Opérations avec la clientèle » de K€ 18 576 représente les prêts de gestion de trésorerie faits aux structures de financement d'actifs pour K€ 7 607 et les avances aux trois filiales « SNCB M6 » d'un montant brut de K€ 17 622, à abandonner au terme de l'opération. Cet abandon futur est pris en compte de manière échelonnée via une dépréciation des créances qui s'élève à K€ 6 654 au 31 décembre 2017.

Le poste « Autres actifs » de K€ 28 021 est principalement composé :

- de la créance de rétrocession d'impôt sociétés pour K€ 24 602 ;
- des acomptes d'IS et de CVAE acquittés par les entités absorbées « CHANG JIANG » pour K€ 3 280.

Le poste « Comptes de régularisation » de K€ 16 262 se compose principalement :

- des charges à répartir (K€ 690) relatives aux commissions de participation payées lors de la mise en place des emprunts des opérations « CHINA EASTERN AIRLINES » et « AIR CHINA ». Ces charges sont étalées sur la durée des contrats d'emprunt au rythme des intérêts de ces mêmes emprunts ;
- des produits de swap à recevoir de K€ 1 218 ;
- du compte d'ajustement actif de K€ 14 355 relatif aux opérations de cross currency swaps et d'échanges de devises à terme des opérations de location financement.

Passif. — A la clôture de l'exercice 2017, les capitaux propres de HSBC LEASING (FRANCE) de l'exercice s'élèvent à K€ 284 211.

Le poste « Dettes envers les établissements de crédit » de K€ 417 391, intérêts courus compris, comprend les emprunts servant à financer les opérations de crédit-bail et de location logées dans les filiales.

Le poste « Opérations avec la clientèle » de K€ 792 414, intérêts courus compris, représente les emprunts de trésorerie accordés par les sociétés de financement d'actifs pour K€ 774 788, et un montant de K€ 17 626 reclassé en 2014 depuis le poste « dettes établissements de crédit » en raison de la défaillance du prêteur.

Le poste « Autres passifs » de K€ 100 comprend principalement des dettes d'exploitation remontées des filiales suite aux opérations de fusion.

Le poste « Comptes de régularisation » de K€ 4 071 se compose :

- des charges de swap à payer de K€ 2 745 ;
- des charges à payer de K€ 42 ;
- des produits constatés d'avance au titre des opérations SNCB M6 pour K€ 1 284.

5. — Événements significatifs post-clôture.

Néant.

Note 2. — Ventilation des créances et dettes selon leur durée résiduelle.

Emplois / ressources	Total	Durée <= 3 mois	Durée > 3 mois et <= 1 an	Durée > 1 an et <= 5 ans	Durée > 5 ans	Comptes à vue
Emplois						
Créances sur les établissements de crédit	43 063					43 063
Créances clients et créances rattachées	0					
Créances rattachées à des participations	18 576	5 714	1 893	0	10 969	
Autres actifs	28 021	131	27 882	8		
Total actif	89 660	5 845	29 775	8	10 969	43 063
Ressources						
Dettes envers les établissements de crédit	417 391	114 736	106 387	64 294	131 974	
Dont dettes rattachées	981	819	162			
Dettes rattachées à des participations	792 414	231 130	561 284		0	
Dont dettes rattachées	299	144	155			
Dépôts de garantie reçus	0					
Autres passifs (hors dépôts de garantie)	100	100				
Total passif	1 209 905	345 966	667 671	64 294	131 974	0

Note 3. — Intérêts ou loyers courus ht ou échus, a recevoir ou à payer, inclus dans les postes du bilan.

Postes	31/12/2017			31/12/2016		
	Loyers	Intérêts	Total	Loyers	Intérêts	Total
Postes de l'actif concernés						
Créances sur les établissements de crédit			0			0
Créances sur crédit-bail et LOA			0			0
Créances sur location simple			0			0
Opérations avec la clientèle		1	1			0
Total des intérêts et loyers inclus dans le poste de l'actif	0	1	1	0	0	0
Postes du passif concernés						
Dettes envers les établissements de crédit		981	981		1 970	1 970
Opérations avec la clientèle		299	299		390	390
Total des intérêts inclus dans le poste du passif	0	1 280	1 280	0	2 360	2 360

— Opérations avec des entreprises liées ou avec lesquelles existe un lien de participation et actifs subordonnés :

Postes (En milliers d'Euros)	31/12/2017			31/12/2016		
	Opérations se rapportant à des entreprises			Opérations se rapportant à des entreprises		
	Liées	Sans lien	Total	Liées	Sans lien	Total
Créances sur les établissements de crédit	43 063		43 063	2 203		2 203
Crédit-bail et location avec option d'achat			0			0

Location simple			0			0
Opérations avec la clientèle - Actif	18 576	0	18 576	21 653	0	21 653
Autres actifs	27 782	239	28 021	38 573	7 618	46 191
Dettes envers les établissements de crédit	284 250	133 141	417 391	259 928	257 103	517 031
Opérations avec la clientèle - Passif	774 788	17 626	792 414	941 417	28 399	969 816
Autres passifs	34	66	100	0	273	273
Charges financières (hors pertes de change)	18 779	8 475	27 254	18 243	16 009	34 251
Produits financiers (hors gains de change)	66 636	0	66 636	20 832	0	20 832

Note 4. – Mouvements des postes crédit bail et location avec option d'achat location simple.

Crédit bail et LOA, location simple (En milliers d'Euros)	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la fin de l'exercice
Opération de crédit-bail et location avec option d'achat	0	226 978	226 978	0
Dont créances rattachées	0	7 628	7 628	0
Opération de location simple	0			0
Dont créances rattachées	0			0
Immobilisations en cours	0			0
Total général	0	226 978	226 978	0

Crédit bail et LOA, location simple (En milliers d'Euros)	Total des augmentations	Ventilations	
		Augmentations consécutives à réévaluation pratique au cours de l'exercice	Acquisitions, créations apports et virements de poste à poste
Opération de crédit-bail et location avec option d'achat	226 978		226 978
Dont créances rattachées	7 628		7 628
Opération de location simple	0		
Dont créances rattachées	0		
Immobilisations en cours	0		
Total général	226 978	0	226 978

Crédit bail et LOA, location simple (En milliers d'Euros)	Total des diminutions	Ventilations	
		Par virements de poste à poste	Par cessions à des tiers ou mises hors service
Opération de crédit-bail et location avec option d'achat	226 978		226 978
Dont créances rattachées	7 628		7 628
Opération de location simple	0		
Dont créances rattachées	0		
Immobilisations en cours	0		
Total général	226 978	0	226 978

Note 5. — Crédit bail et location avec option d'achat location simple amortissements et dépréciations.

Immobilisations amortissables (En milliers d'Euros)	Montant des amortissements en début d'exercice	Augmentations : apports reçus au cours de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions : amortissements afférent aux actifs sortis et reprises	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
Opération de crédit-bail et LOA	0	139 295	12 562	151 857	0
Opération de location simple	0				0
Total général	0	139 295	12 562	151 857	0

— Ventilation des dotations aux amortissements de l'exercice

Immobilisations amortissables (En milliers d'Euros)	Total des dotations	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels
Opération de crédit-bail et LOA	12 562	12 562		
Opération de location simple	0	0		
Total général	12 562	12 562		

Note 6. – Ventilation du compte « autres actifs ».

Postes (En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Créances fiscales et sociales	28 013	47 436
Autres débiteurs divers	8	24
Total	28 021	47 460

— Ventilation du compte de régularisation actif :

Postes (En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Charges à répartir	690	1 390
Charges constatées d'avance		
Comptes de régularisation sur contrats d'échange de devises	14 355	56 696
Produits à recevoir	1 217	2 608
Total	16 262	60 694

— Ventilation du compte "autres passifs" :

Postes (En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Dépôts de garantie reçus		
Dettes fiscales et sociales	1	3
Fournisseurs	64	53
Autres dettes	35	216
Total	100	272

— Ventilation du compte de régularisation passif :

Postes (En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Charges à payer	2 787	3 582
Report sur échanges de devises à terme		
Produits constatés d'avance	1 284	1 359
Total	4 071	4 941

Note 7. – État des provisions et dépréciations.

Postes (En milliers d'Euros)	Montant 31 décembre 2016	Augmentations	Diminutions	Montant 31 décembre 2017
Dépréciation des créances	6 001	653		6 654
Total	6 001	653	0	6 654

Note 8. – Information en matière de crédit bail et de location financière.

(En milliers d'Euros)	Dossiers Zhu Jiang
Valeur d'origine	219 350
Amortissements économiques	
Cumul exercices antérieurs	0

Augmentation par voie d'apport	139 295
Dotations exercice	12 562
Reprise exercice (1)	-151 857
Total	0
Amortissements dérogatoires	
Cumul exercices antérieurs	0
Dotations/reprises exercice	0
Total	0
Redevances reçues	
Cumul exercices antérieurs	
Exercice	22 552
Total	22 552
Redevances restant à recevoir (1)	
A 1 an au plus	0
Entre 1 et 5 ans	0
A plus de 5 ans	0
Total	0
Valeur résiduelle (1)	
A 1 an au plus	
Entre 1 et 5 ans	0
A plus de 5 ans	
(1) Les locataires des structures "ZHU JIANG" ont exercé leur option d'achat en 2017	

Note 9. – Actionnariat et fonds propres.

Le capital social de HSBC LEASING France est composé de 17 610 000 actions ordinaires, d'une valeur nominale de 9,57 euros soit un montant total de 168 527 700 euros, entièrement libéré.

— Capitaux propres :

Postes (En milliers d'Euros)	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Capital souscrit	168 528	168 528
Réserves	4 875	3 169
Report à nouveau	22 529	24 109
Résultat de l'exercice	88 279	34 113
Provisions réglementées	0	0
Total des capitaux propres	284 211	229 919

Note 10. – Renseignements concernant les filiales et participations au 31 décembre 2017.

Sociétés	Capital	Primes + Réserves + Report à nouveau Provisions réglementées	Quote-part du capital détenu (en pourcentage)	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances (net) consentis par la société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé	Résultats (bénéfice ou perte) du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice 2017	Observations
				Brute	Nette						
A- RENSEIGNEMENTS DÉTAILLÉS CONCERNANT LES FILIALES											
ET LES PARTICIPATIONS DONT PLUS DE 50% DU CAPITAL OU											
DES DROITS SONT DÉTENUS											
SAF ZHU JIANG ER 64, Rue Galilée - 75008 Paris	5 131	34 835	100 %	34 001	34 001			5 297	1 130		
SAF ZHU JIANG SAN 64, Rue Galilée - 75008 Paris	5 088	34 477	100 %	33 714	33 714			5 254	1 116		
SAF ZHU JIANG BA											

64, Rue Galilée - 75008 Paris	5 546	37 252	100 %	36 764	36 764			5 666	1 155		
SAF ZHU JIANG JIU											
64, Rue Galilée - 75008 Paris	4 594	31 650	100 %	30 419	30 419			4 731	998		
SAF ZHU JIANG SHI											
64, Rue Galilée - 75008 Paris	4 833	33 377	100 %	32 014	32 014			4 642	806		
SAF ZHU JIANG SHI YI											
64, RUE GALILÉE - 75008 PARIS	4 879	33 709	100 %	32 317	32 317			4 731	823		
SAF ZHU JIANG SHI BA											
64, Rue Galilée - 75008 Paris	4 096	25 767	100 %	27 309	27 309			5 239	227		
SAF ZHU JIANG SHI ER											
64, Rue Galilée - 75008 Paris	4 260	27 109	100 %	28 403	28 403			5 446	237		
SAF ZHU JIANG SHI JIU											
64, Rue Galilée - 75008 Paris	4 741	29 735	100 %	31 610	31 610			5 957	260		
SAF ZHU JIANG SHI LIU											
64, Rue Galilée - 75008 Paris	4 003	25 803	100 %	26 690	26 690			5 243	271		
SAF ZHU JIANG SHI QI											
64, Rue Galilée - 75008 Paris	4 854	30 759	100 %	32 363	32 363			6 143	282		
SAF ZHU JIANG SHI WU											
64, Rue Galilée - 75008 Paris	4 841	30 705	100 %	32 276	32 276			6 079	267		
SAF CHANG JIANG SHI WU											
64, Rue Galilée - 75008 Paris	4 495	28 552	100 %	29 969	29 969			4 626	636		
SAF CHANG JIANG SHI LIU											
64, Rue Galilée - 75008 Paris	4 359	27 650	100 %	29 061	29 061			4 446	567		
SAF CHANG JIANG											
64, Rue Galilée - 75008 Paris	11 739	104 186	100 %	78 048	78 048			7 585	2 844		
SAF FDM 5											
39, Rue Bassano - 75008 Paris	12 917	112 432	100 %	85 907	85 907			8 392	2 643		
SAF BAIYUN											
64, Rue Galilée - 75008 Paris	11 032	18 831	100 %	11 032	11 032			7 461	2 339		
SAF GUANGZHOU											
64, Rue Galilée - 75008 PARIS	10 763	18 649	100 %	10 763	10 763			7 314	2 300		
SAF ZHU JIANG											
64, RUE GALILÉE - 75008 PARIS	12 210	108 187	100 %	81 182	81 182			8 103	2 835		
THASOSFIN											
15, Rue Vernet - 75008 Paris	12 767	111 863	100 %	84 903	84 903			8 393	2 740		
SNCB M6 2007-A											
64, Rue Galilée - 75008 Paris	37	-35 406	100 %	37	37	4 434		5 731	-3 045	0	
SNCB M6 2007-B											
64, Rue Galilée - 75008 PARIS	37	-25 712	100 %	37	37	3 487		4 374	-2 341	0	
SNCB M6 2008-A											
64, Rue Galilée - 75008 Paris	37	-21 140	100 %	37	37	3 048		3 733	-2 041	0	
SOPINGEST											
64, Rue Galilée - 75008 Paris	38	464	100 %	38	38			16 171	1 675	0	
HSBC MIDDLE EAST LEASING PARTNERSHIP											
THE GATE DISTRICT - DUBAI INTERNATIONAL FINANCIAL CENTER (en USD)	620 966							14 823	5 469		
PO Box 506553 - Dubai (en EUR)	517 774		85 %	423 790	423 790					17 047	
ASSET LEASING KG											
Ottostrasse, 3 - 80333 Munchen	935		99 %	935	823				8	13 736	
BEAUSOLEIL LTD											
LEVEL 15, HSBC MAIN BUILDING											
1, Queens Road Central - Hong Kong	210 209	5 219	85 %	178 758	178 758			5 818	1 710		
B- AUTRES PARTICIPATIONS											

Note 11. — Variation des parts dans les entreprises liées.

Postes (En milliers d'Euros)	Montant au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Dépréciations	Reprises de Dépréciations par fusion ou autres	Montant à la fin de l'exercice
SAS FDM 5	85 907					85 907
SAS SAF CHANG JIANG	78 048					78 048
SAS SAF CHANG JIANG SHI YI	48 026		48 026			0
SAS SAF CHANG JIANG SHI ER	42 124		42 124			0
SAS SAF CHANG JIANG SHI WU	29 969					29 969
SAS SAF CHANG JIANG SHI LIU	29 062					29 062
SAS SAF ZHU JIANG YI	55 931		55 931			0
SAS SAF ZHU JIANG ER	34 001					34 001
SAS SAF ZHU JIANG SAN	33 713					33 713
SAS SAF ZHU JIANG BA	36 764					36 764
SAS SAF ZHU JIANG WU	23 585		23 585			0
SAS SAF ZHU JIANG LIU	20 657		20 657			0
SAS SAF ZHU JIANG QI	60 793		60 793			0
SAS SAF ZHU JIANG JIU	30 419					30 419
SAS SAF ZHU JIANG SHI	32 014					32 014
SAS SAF ZHU JIANG SHI YI	32 317					32 317
SAS SAF ZHU JIANG SHI LIU	26 690					26 690
SAS SAF ZHU JIANG SHI WU	32 276					32 276
SAS SAF ZHU JIANG SHI ER	28 403					28 403
SAS SAF ZHU JIANG SHI QI	32 363					32 363
SAS SAF ZHU JIANG SHI BA	27 309					27 309
SAS SAF ZHU JIANG SHI JIU	31 610					31 610
SAS THASOSFIN	84 903					84 903
SAS SAF ZHU JIANG	81 182					81 182
SAF BAIYUN	11 032					11 032
SAF GUANGZHOU	10 763					10 763
ASSET LEASING KG	38 432		37 497	112		823
BEAUSOLEIL LTD	178 758					178 758
SAS SNCB M6 2007-A	37					37
SAS SNCB M6 2007-B	37					37
SAS SNCB M6 2008-A	37					37
SAS SOPINGEST	38					38
DUBAI PARTNERSHIP	332 767	91 023				423 790
Total titres	1 589 967	91 023	288 613	112	0	1 392 265

Les titres sont présentés à leur valeur nette comptable.

Le titre HSBC Leasing Middle East Dubaï Partnership est contre valorisé à son cours historique

Note 12. — Situation fiscale différée.

Actifs latents d'impôt (En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Contribution sociale de solidarité des sociétés	0	0
Dépréciation sur créances SNCB M6	1 719	1 735
Déficits reportables (1)	0	0

Total actif	1 719	1 735
<i>(1) La société bénéficie d'une rétrocession d'IS du Groupe au titre des déficits fiscaux.</i>		

Passifs latents d'impôt (En milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Néant	0	0
Total passif	0	0

Les créances et dettes latentes d'impôt sont calculées en appliquant aux bases un taux de 25,83 % tenant compte du taux d'impôt sociétés de 25 % et de la contribution sociale de 3,3 %.

Note 13. — Ventilation des emprunts par affaires.

Affaires	Date d'octroi	31/12/2017	31/12/2016
FDM 5	28/03/2006	24 022	32 344
SAF CHANG JIANG	28/03/2006	21 776	29 308
SAF CHANG JIANG SHI WU	09/09/2009	4 586	10 248
SAF CHANG JIANG SHI LIU	18/09/2009	4 511	10 091
THASOSFIN	28/03/2006	24 022	32 344
SAF ZHU JIANG	13/09/2006	30 506	42 287
GUANGZHOU	13/12/2007	11 530	13 118
BAIYUN	19/12/2007	11 530	13 118
SAF ZHU JIANG YI	25/08/2008		10 339
SAF ZHU JIANG QI	15/10/2008		10 374
SAF ZHU JIANG ER	05/09/2008	5 201	11 517
SAF ZHU JIANG SAN	26/09/2008	5 201	11 517
SAF ZHU JIANG WU	14/10/2008		4 050
SAF ZHU JIANG LIU	16/10/2008		3 544
SAF ZHU JIANG BA	22/10/2008	5 159	11 437
SAF ZHU JIANG JIU	12/11/2008	4 108	9 102
SAF ZHU JIANG SHI	28/11/2008		5 131
SAF ZHU JIANG SHI YI	01/12/2008		5 145
SAF ZHU JIANG SHI ER	16/02/2011	9 859	15 474
SAF ZHU JIANG SHI LIU	19/04/2011	9 990	15 661
SAF ZHU JIANG SHI WU	28/02/2011	11 442	17 967
SAF ZHU JIANG SHI QI	17/05/2011	11 457	18 003
SAF ZHU JIANG SHI BA	26/05/2011	9 883	15 538
SAF ZHU JIANG SHI JIU	22/06/2011	13 631	20 430
HSBC - AVANCE DE TRÉSORERIE DUBAI 2015	12/10/2015	131 974	131 974
HSBC - AVANCE DE TRÉSORERIE DUBAI 2016	24/08/2016		15 000
HSBC - AVANCE DE TRÉSORERIE DUBAI 2017	17/03/2017	26 388	
HSBC - AVANCE DE TRÉSORERIE DUBAI 2017	02/06/2017	39 636	
Découverts bancaires		0	0
Intérêts courus		979	1 970
Total emprunts		417 391	517 031

IV. — Affectation du résultat.

Deuxième résolution. — L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, ayant constaté que les comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2017 font ressortir un bénéfice net comptable de 88 279 414,53 euros, approuve la proposition d'affectation de ce bénéfice faite par le Conseil d'Administration et décide d'affecter ce bénéfice de la manière suivante :

Le bénéfice de l'exercice arrêté à	88 279 414,53 €
Augmenté du report à nouveau	22 529 272,98 €
Soit au total	110 808 687,51 €
Sera réparti de la manière suivante :	
Affectation à la Réserve légale (5 % du bénéfice distribuable)	4 413 970,73 €
Dividende à payer aux actionnaires :	
3,50 par action	61 635 000,00 €
Dotation du compte Report à nouveau	44 759 716,79 €

Le dividende sera mis en paiement à compter du 17 Mai 2018.

Le montant du dividende distribué est éligible à l'abattement mentionné au 2° du 3 de l'article 158 du Code Général des Impôts.

L'Assemblée Générale prend acte des dividendes distribués au titre des trois derniers exercices :

Exercices	Dividendes par action
2014	
2015	2,05 EUR
2016	1,93 EUR

Les montants des dividendes distribués au titre des exercices 2015 et 2016 étaient éligibles à l'abattement mentionné au 2° du 3 de l'article 158 du Code Général des Impôts.

V. — Rapport des commissaires aux comptes.

(Exercice clos le 31 décembre 2017.)

Aux actionnaires,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société HSBC Leasing France relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Règles et principes comptables

Les notes 1.2.1 et 1.2.2 de l'annexe exposent les règles et méthodes comptables relatives au traitement comptable des coopérations de crédit-bail et de location longues durées. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous sommes assurés de leur correcte application.

Estimations comptables

Les titres de participations, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme par votre société sont évaluées à leur valeur d'utilité selon les modalités décrites dans la note 1.2.3 de l'annexe.

Dans le cadre de notre appréciation de ces estimations, nos travaux ont consistés à apprécier les données et hypothèses sur lesquelles se font ces valeurs d'utilité pour les principales lignes du portefeuille.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux Actionnaires de la société HSBC Leasing France

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Informations données dans le rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires de la société HSBC Leasing France

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux Actionnaires de la société HSBC Leasing France sur la situation financière et les comptes annuels

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du code de commerce ou par les articles L. 225-37-3 et L. 225-37-4 du code de commerce.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons un rapport au comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article L.823-16 du code de commerce confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris, le 30 avril 2018.

Les commissaires aux comptes :

PricewaterhouseCoopers Audit ;
Nicolas Montillot,

BDO France- Léger & Associés ;
Michel Léger.

VI. — Mise à disposition du rapport de gestion.

Le rapport de gestion peut être obtenu sur simple demande à l'adresse du siège social de la société : HSBC Leasing (France) 39, rue de Bassano - 75008 Paris.